

Vote des profs : Hollande en position délicate



Les enquêtes d'opinion montrent qu'un désamour s'est installé. En cause, l'empilement des réformes

T+ **D**ésenchantement, déception, désillusion... En cette dernière rentrée du quinquennat Hollande, placée sous le sceau d'un " nouveau collègue " auquel la communauté éducative se résigne plus qu'elle n'adhère, le bilan scolaire dont la gauche s'enorgueillit fait grincer des dents plus d'un enseignant. 60 000 postes créés ? " Priorité au primaire " tenue ? " Refondation de l'école " achevée ? Les slogans de campagne de François Hollande, qui avaient su convaincre dès le premier tour en 2012 un peu plus de 4 professeurs sur 10, suscitent aujourd'hui chez beaucoup d'entre eux, au mieux, de la réserve.

" Un fossé s'est creusé... ", a lâché Frédérique Rolet,

LES SCÉNARIOS POUR 2017

Pour l'élection présidentielle de 2017, selon les données exploitées par le chercheur Luc Rouban (Cevipof), dans le cas d'un duel Sarkozy-Hollande au premier tour, les enseignants ayant voté pour Hollande en 2012 ne seraient que 42 % à refaire ce choix. 12 % se prononceraient pour

secrétaire générale du SNES-FSU, lors de sa traditionnelle conférence de presse de rentrée. L'occasion pour ce syndicat, majoritaire dans les collèges et lycées, d'appeler une nouvelle fois (la sixième en un an) à la mobilisation contre la réforme du collège, jeudi 8 septembre. *" Plus les attentes sont fortes, plus le risque de déception est élevé "*, fait valoir Mme Rolet, pour qui le gouvernement, *" en empilant les réformes "*, *" en centrant son discours sur les problèmes de l'école plutôt que sur ce qu'elle sait faire de bien, les défis qu'elle relève au quotidien "*, a pris le risque de se mettre à dos une frange de cet électorat qui lui est pourtant historiquement acquis. Un électorat *" brinquebalé d'annonce en annonce alors qu'il a besoin de constance, de dialogue, de sérénité "*, souligne Christian Chevalier, secrétaire général du Syndicat des enseignants de l'UNSA (SE-UNSA), dit " réformiste ".

Bayrou, autant pour Mélenchon, 6 % pour Duflot, 2 % pour Le Pen, 1 % pour Sarkozy. Dans le cas d'un duel Juppé-Hollande, les enseignants ayant voté pour Hollande en 2012 seraient 41 % à refaire ce choix, 13 % donneraient leur voix à Juppé, 11 % à Mélenchon... Dans les deux scénarios, le taux d'abstention des enseignants dépasserait 20 %.

[-] fermer

" Un sentiment de gâchis "

Ce n'est pas la pluie de mesures sécuritaires déployées dans les établissements face à la menace terroriste, ni la promesse d'une réforme du lycée avancée, à la surprise de tous, par François Hollande à l'occasion de son déplacement de rentrée le 1er septembre à Orléans, qui pourront ramener le calme. Et inscrire les enseignants dans le *" temps long de l'école "*, un temps en décalage avec celui de la communication politique.

Des " années Sarkozy ", les profs n'ont pourtant oublié ni le ton (*" L'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur "*, avait assuré l'ancien président en 2007) ni les 80 000 postes supprimés en cinq ans. Que la gauche ait rétabli une dynamique, une écoute, un élan, tous – ou presque – le reconnaissent. Un budget aussi : l'un des seuls qui ne soit pas à l'économie.

Et pourtant, *" un sentiment de gâchis, de malaise s'est installé "*, affirme Laurent Escure, de l'UNSA Education. Pas du jour au lendemain : *" Cela fait vingt ans que la profession est en souffrance, en mal de reconnaissance. Ce ressenti-là ne disparaît pas d'un claquement de*

doigts. " Ni du seul fait d'un " coup de pouce " salarial – 800 euros de prime annuelle en plus pour les instituteurs –, consenti en fin de mandat.

Le " baromètre des métiers " que l'UNSA Education a rendu public avant l'été a mis des chiffres sur ce désamour : seuls 26 % des 25 500 personnels sondés (relevant très majoritairement de l'éducation) approuvent les choix politiques faits dans leur secteur d'activité. " La tendance est au frémissement ", veut croire M. Escure : ce ratio n'atteignait que 25 % en 2015, 21 % en 2014. Mais ce qui frappe le syndicaliste, c'est que " les enseignants, comparativement aux autres métiers, sont les moins en accord avec l'action gouvernementale ".

A regarder les enquêtes d'opinion, le divorce est déjà consommé avec certains. Parmi les enseignants qui ont donné leur voix à François Hollande en 2012, moins de la moitié (42 %) revoterait pour lui en 2017 s'il était candidat, avance Luc Rouban, auteur d'une note que le Centre de recherches politiques de Sciences Po a, en juin, consacré au vote des fonctionnaires. " La déception est forte, même s'il faut opérer des distinctions entre catégories d'enseignants, précise le chercheur. Ceux du primaire conservent, plus que ceux du secondaire ou du supérieur, un ancrage marqué du côté de la gauche contestataire. "

Une autre note consacrée par le centre de recherches, en juillet, aux " décrocheurs du vote Hollande " a souligné qu'un cinquième des 5,5 millions de fonctionnaires pourrait se laisser tenter par le discours des Républicains ou du FN. " Le locataire de l'Elysée, même s'il a fait de l'éducation l'un des chantiers prioritaires de son quinquennat, n'a pas réussi à empêcher la désaffection des enseignants sur sa candidature ", y écrit Martial Foucault, directeur du Cevipof. Et ce alors même que François Hollande n'a encore rien dit, officiellement, de ses intentions.

Un choc frontal évité

Une réforme, plus qu'une autre, est-elle en cause ? Celles du collège et des rythmes scolaires ont occulté toutes les autres. Les débats sur la loi travail ou sur la déchéance de la nationalité, s'ils ont retenti par-delà les grilles de l'école, ont heurté de plein fouet ceux à qui la société confie la mission d'éduquer. Le chef de l'Etat savait, lui, avant même d'être élu, qu'il serait jugé sur une autre promesse : celle des 60 000 créations de postes dont 54 000 concernent l'éducation ; 42 300 sont budgétées à ce jour.

Absorbés par la hausse démographique, investis dans la création d'une formation que la droite avait sacrifiée, ces emplois n'ont pas bouleversé – pas autant qu'espéré – les conditions de travail. La taille des classes ne se réduit pas, font valoir les professeurs, qui en font leur priorité.

Les huit mois précédant l'échéance présidentielle peuvent-ils suffire à relancer la lune de miel ? Les observateurs de l'école n'excluent pas que le salut de la gauche puisse aussi venir... de la droite. " *L'offre programmatique portée par Sarkozy, Le Maire, Fillon..., mêlant logique libérale et ton autoritaire, rompt avec le modèle défendu par les enseignants, observe Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'IFOP. Cela peut contribuer à redorer le bilan de Hollande.* "

" *Que les professeurs aient décroché du PS c'est certain, mais cela ne veut pas non plus dire qu'ils voteront à droite* ", renchérit Laurent Frajerman. Pour cet historien, spécialiste du syndicalisme enseignant, la gauche et ses trois ministres de l'éducation – Vincent Peillon, Benoît Hamon, Najat Vallaud-Belkacem – n'ont pas réussi à associer les personnels à leurs réformes. Mais ils ont tout de même su éviter " *le choc frontal* " subi sous Claude Allègre (1997-2000), avec son emblématique " *il faut dégraisser le mammoth* ".

" *Si un candidat crédible à gauche émergeait, le vote utile pourrait encore fonctionner* ", estime M. Frajerman. Un " *vote de protection* " plus qu'un " *vote de conviction* " chez des enseignants lassés des coups de balancier reçus à chaque alternance politique.

Peu de spécialistes de l'école croient vraiment à la tentation du FN. Mais le risque de l'abstention, lui, est pris très au sérieux. Voire d'une " *sur-abstention*, conclut M. Dabi, *comme en 2002, quand les enseignants avaient fait payer à Lionel Jospin les années Allègre* ".

Mattea Battaglia

© Le Monde

◀ **article précédent**

article suivant ▶

Les régions réclament d'autres... La grève de rentrée des enseignants...